

26, rue Victor Michaut
BP 181
47304 Villeneuve sur Lot
Cedex

contact@cl-audit.fr
☎ 05 53 36 15 00

**Accompagnement et Protection Tutélaires
pour l'Intégration des Majeurs
A.P.T.I.M.
Siège Social : 7, Impasse François Villon
47300 VILLENEUVE SUR LOT**

**Rapport
du commissaire aux comptes**

Exercice clos le 31 décembre 2024

CL audit

SARL au capital de 10 000 €
R.C.S. Agen
Siret : 811 504 711 00011
NAF : 60.20 Z

Société de Commissariat
aux Comptes inscrite sur la
liste nationale rattachée à la
CRCC de Grande Aquitaine

CL AUDIT

Commissaire aux Comptes inscrite sur la liste nationale
rattaché à la CRCC de Grande Aquitaine
26 Rue Victor Michaut – BP 181

47304 VILLENEUVE SUR LOT CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels **Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **Accompagnement et Protection Tutélaires pour l'Intégration des Majeurs (A.P.T.I.M.)** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel

permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application des statuts, nous vous signalons par ailleurs qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais prévus.

Villeneuve sur Lot, le 13 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

CL Audit


Fabienne MATHIEU

Associée, Mandataire social



Comptes annuels



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	10 333	10 333		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	126 713	121 619	5 095	12 119
	Installations techniques, matériels et outillage				
	Autres immobilisations corporelles	155 160	152 270	2 890	1 195
	Immobilisations corporelles en cours				
ACTIF CIRCULANT	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations et créances rattachées	729	548	181	181
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 429	731	698	698
	TOTAL (I)	294 364	285 501	8 864	14 193
COMPTES DE LIAISON	Comptes de liaison (1)				
	TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et fournitures				
	Autres approvisionnements				
	En-cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances redevables et comptes rattachés (3)	6 941		6 941	3 735
	Autres créances	57 201		57 201	5 852
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 022 820		1 022 820	915 704
	Charges constatées d'avance	6 619		6 619	4 086
	TOTAL (III)	1 093 581		1 093 581	929 377
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF	1 387 945	285 501	1 102 444	943 570

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la tr

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

Mission de Présentation des Comptes



Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise	218 818	216 334
	Ecart de réévaluation sans droit de reprise		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Dons et legs		
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation avec droit de reprise		
	RESERVES		
	Excédents affectés à l'investissement	234 385	234 385
	Reserves de compensation	152 935	152 935
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	Autres réserves		
	REPORT A NOUVEAU		
	Report à nouveau (gestion non contrôlée)	(17 472)	(10 086)
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	(24 095)	(24 095)
	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	269 239	167 556
DETTES (1)	Dépenses non opposables au tiers financeurs	(76 404)	(77 977)
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit) (1)	76 118	98 355
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
	Couverture du besoin en fonds de roulement		
	Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations		
	Reserves des plus-values nette d'actif		
	Immobilisations grevées de droits		
	Provisions règlementées		
	TOTAL (I)	833 524	757 406
	Comptes de liaison		
	TOTAL (II)		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Fonds dédiés	54 815	
	TOTAL (III)	54 815	
DETTES (1)	DETTES (4)		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 377	11 341
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 095	39 787
	Dettes fiscales et sociales	169 039	132 582
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (5)	595	2 455
	Produits constatés d'avance		
	TOTAL (IV)	214 106	186 164
	Ecart de conversion passif		
TOTAL (V)			
TOTAL PASSIF		1 102 444	943 570

- (1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : résultats sous contrôle de tiers financeurs.
- (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques.
- (3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.
- (4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an 214 106
- (5) Dont fonds des majeurs protégés :

Mission de Présentation des Comptes



Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 211 888	1 133 170
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	231 112	219 468
	dont c.f. des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		10 547
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 322	73
Total des produits d'exploitation		1 444 322	1 363 259
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	212 490	229 868
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	59 649	63 071
	Salaires et traitements	794 163	746 079
	Charges sociales	241 533	215 114
	Dotation aux amortissements et dépréciations	7 829	7 969
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	54 815	
	Autres charges	5 919	5 012
Total des charges d'exploitation		1 376 398	1 267 113
RESULTAT D'EXPLOITATION		67 924	96 146



Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		67 924	96 146
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	8 373	2 485
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		8 373	2 485
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	178	275
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		178	275
RESULTAT FINANCIER		8 194	2 209
RESULTAT COURANT avant impôts		76 118	98 355
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 452 694	1 365 743
TOTAL DES CHARGES		1 376 576	1 267 388
EXCEDENT ou DEFICIT		76 118	98 355
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Mission de Présentation des Comptes



Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 102 444** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 452 694** euros et un total **charges** de **1 376 576** euros, dégageant ainsi un **excédent** de **76 118** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants de l'association.

DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION ET DE SON OBJET SOCIAL

Créée en 1992 à Villeneuve-sur-Lot (47), l'association APTIM est non reconnue d'utilité publique.

L'APTIM gère trois établissements destinés à assurer la protection de la personne et la sauvegarde des biens des majeurs bénéficiant d'une mesure de protection juridique prioritairement des personnes en situation de déficience intellectuelle. Elle intervient dans tous le département du Lot-et-Garonne via les communes de Agen, Tonneins, Villeneuve-sur-Lot.

Le Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM) assure, dans le cadre du mandat du juge, l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- une mesure de protection civile (sauvegarde de justice, curatelle ou tutelle) dont l'objectif est la protection des personnes qui se trouvent, en raison de l'altération de leurs facultés mentales ou corporelles, dans l'incapacité de pourvoir seules à leurs intérêts
- une mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ) qui est destinée à rétablir l'autonomie de la personne dans la gestion de ses ressources. Cette mesure est ordonnée, après échec d'une mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP), en cas de gestion défectueuse des prestations sociales risquant de compromettre la santé ou la sécurité de son bénéficiaire.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait susceptible d'avoir une incidence comptable n'est à signaler sur l'exercice.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur à compter du 1er Janvier 2020 :

- les principes comptables généraux du règlement ANC 2014-03 du 5 Juin 2014.
- les dispositions particulières du règlement ANC 2018-06 du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privée à but non lucratif.
- les dispositions du règlement ANC 2019-04 relatives aux entités gestionnaires d'établissements ainsi que de services sociaux et médicaux sociaux.
- l'instruction budgétaire et comptable M22.



Règles et Méthodes Comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Application du règlement ANC 2018-09 à compter du 1er Janvier 2020.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables relatifs au Plan Comptable Général.

Il n'y a aucune contribution volontaire en nature à valoriser au sein de l'association au cours de l'exercice.

Fonds associatifs

Les fonds associatifs sont constitués des éléments suivants :

- des fonds associatifs sans droit de reprises : valeur du patrimoine intégré à l'association.
- des réserves statutaires : constituées à partir des décisions d'affectations des financeurs.
- des reports à nouveau : qui se composent d'excédents ou de déficits antérieurs en instance d'affectation ou de reprise par les financeurs.
- des subventions d'investissements : aides au financement de biens d'équipement qui sont reprises au rythme des amortissements des immobilisations auxquelles elles sont rattachées.

Résultats antérieurs

Les résultats des exercices précédents font l'objet de proposition d'affectation par le conseil d'administration. Ils sont portés en résultat en instance d'affectation dans l'attente des décisions des autorités de tarification.

Ces dernières peuvent valider ou modifier, à la fois, le montant des résultats et leurs affectations. Ces décisions feront l'objet d'écritures spécifiques.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes), ainsi que les coûts des emprunts directement attribuables à l'acquisition ou à la production d'immobilisations sont comptabilisés en charges.



Règles et Méthodes Comptables

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien et ce, à partir du premier jour d'achat ou de la date de mise en service.

Immobilisations non décomposables :

Conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

Immobilisations décomposables :

Si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Bâtiments	Linéaire	10 à 30 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 20 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'achat, augmenté des frais accessoires. À la clôture de l'exercice, elles sont évaluées à leur valeur vraisemblable de négociation. Seules les moins-values latentes affectent, le cas échéant, le résultat de l'exercice et sont comptabilisées sous forme d'une provision pour dépréciation. Aucune compensation n'est pratiquée avec les plus-values des titres en hausse.

Indemnité de départ à la retraite

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice concernant les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, sont évalués selon une méthode lissant les engagements jusqu'au départ en retraite du salarié.

Suite à la réforme du plan comptable en 2020, les IDR financées par l'autorité de tarification seront comptabilisées au compte "report à nouveau constitué de charges différées - IDR", conformément à la nouvelle recommandation de la CNCC.

Le montant des engagements en matière d'IDR au 31/12/2024 est inscrit sur le feuillet "engagements financiers" de l'annexe comptable.

Analyse du résultat

Les comptes annuels font ressortir un résultat comptable lié à l'activité plurisectorielle de l'association. Afin d'avoir une analyse sectorielle, il convient de distinguer ce résultat entre :

- l'activité sur gestion conventionnée dont le résultat est sous contrôle de tiers financeurs : le service mandataire,
- l'activité ISTF,
- l'activité sur gestion libre dont le résultat est acquise par l'association : le service MASP,
- l'activité Point Conseil Budget : PCB,
- l'activité de l'association.

Eléments	Excédent	Déficit
Résultat de l'exercice	76 118 €	
- dont part du résultat sur gestion conventionnée	79 668 €	
- dont part du résultat sur gestion ISTF	473 €	
- dont part du résultat sur gestion MASP		-13 374 €
- dont part du résultat sur gestion PCB	978 €	
- dont part du résultat association	8 373 €	

Règles et Méthodes Comptables

Actifs gérés pour le compte des protégés

Le montant des actifs gérés par l'association pour le compte des protégés s'élève à 33 262 357 euros :

- soldes financiers pour 8 144 979 euros,
- portefeuille de titres et placements pour 11 817 147 euros,
- assurances vie pour 13 300 231 euros.

Report à nouveau sous contrôle des tiers financeurs

Au 31/12/2024, le report à nouveau créditeur sous contrôle des tiers financeurs s'élève à 138 868 euros.

Exercice	RAN créditeur	RAN débiteur
2022	37 185 €	
2023	101 683 €	
Total	138 868 €	0 €

Suite à la décision de l'autorité de tarification au sujet de l'affectation du résultat administratif 2022, l'affectation comptable du report à nouveau 2022 a été différée car le tiers financeur a effectué son arbitrage sur la base d'une information erronée communiquée par le gestionnaire du service.

Séjour pour tous

L'agrément de l'accord du 4 Juin 2024 sur l'extension du Séjour et son extension par arrêté en date du 5 Août 2024, ont conduit à la généralisation du Séjour pour les professionnels qui n'en avaient pas bénéficié au sein des structures relevant du champ de la Branche des Activités Sanitaires, Sociales et médico-sociales privée à but non lucratif (BASS).

Cette mesure a pour conséquence une augmentation de la masse salariale de 45 072 euros en 2024 pour le gestionnaire du service.

Conformément à l'article L. 314-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'agrément de l'accord du 4 Juin 2024 rend ces dépenses opposables aux financeurs : un produit à recevoir a été comptabilisé pour la somme de 45 072 euros dans les comptes annuels 2024.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	10 333					10 333
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 333					10 333
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	126 713					126 713
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	61 235					61 235
	Matériel de transport	20 900		2 500			23 400
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	70 525					70 525
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		279 373		2 500			281 873
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	729					729
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 429					1 429
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 158					2 158
TOTAL		291 864		2 500			294 364

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	10 333			10 333
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 333			10 333
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	114 594	7 025		121 619
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	60 041	680		60 720
	Matériel de transport	20 900	125		21 025
	Matériel de bureau, mobilier	70 525			70 525
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	266 059	7 829		273 888
TOTAL		276 393	7 829		284 222

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	548 731			548 731
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 279			1 279
TOTAL GENERAL		1 279			1 279
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 429	1 429	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	6 941	6 941	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 554	6 554	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	45 072	45 072	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	5 574	5 574	
	Charges constatées d'avance	6 619	6 619	
TOTAL DES CREANCES		72 190	72 190	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes et de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes et de crédit à plus 1 an à l'origine	3 377	3 377		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	41 095	41 095		
	Personnel et comptes rattachés	80 714	80 714		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	84 165	84 165		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	4 159	4 159		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	595	595		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		214 106	214 106		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		7 950			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Concours publics et subventions

31/12/2024

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		1 198 301	13 587			1 211 888
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement						
TOTAL		1 198 301	13 587			1 211 888

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		45 072
Autres créances		45 072
ETAT PRODUITS A RECEVOIR	45 072	



Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		126 232
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit INT COURUS SUR EMPRUNTS BANCAIRES	6	6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	11 706	11 706
Dettes fiscales et sociales PERSONNEL CONGES A PAYER ORG SOCIAUX CHARGES SUR CONGES PAYES ETAT CHARGES A PAYER	79 710 31 306 3 504	114 520



Charges et Produits constatés d'avance

	31/12/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		6 619	54 815
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		6 619	54 815

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	216 334	2 485			218 818
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	387 320				387 320
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Autres réserves					
Report à nouveau	(112 158)	(5 813)			(117 971)
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	167 556	101 683			269 239
Excédent ou déficit de l'exercice	98 355	(98 355)	76 118		76 118
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Situation nette	757 406		76 118		833 524
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	757 406		76 118		833 524



Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
CNR - Abondement contrat IFC			30 815	30 815
Plan de formation			24 000	24 000
TOTAL			54 815	54 815

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				



ANNEXE - Élément 13

Effectif moyen

		31/12/2024	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		3
	Agents de maîtrise		
	Employés		19
	Ouvriers et apprentis		
	TOTAL		22



Engagements financiers

	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés Cet engagement est calculé selon la méthode prospective IAS 19 Les critères retenus sont : Départ à la retraite à l'initiative du salarié, âge de départ à la retraite 65 ans Taux de revalorisation des salaires 2%, taux de charges patronales 30% Turn over faible, taux d'actualisation 3,35%	73 769 73 769		
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		73 769	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

L'association a souscrit un contrat de couverture des indemnités de fin de carrière auprès d'une compagnie d'assurance destiné à garantir ses engagements en matière de retraite. Ce contrat couvre les engagements de fin de carrière à hauteur de 71 600 euros.



Honoraires des Commissaires aux Comptes

	CL AUDIT							
	31/12/2024	31/12/2023	%	%	31/12/2024	31/12/2023	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	4 010	4 450	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	4 010	4 450	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	4 010	4 450	100,00	100,00				



Tableau de passage du résultat comptable au résultat du compte administratif

	Total	MASP	ISTF	PCB	ASSO	MANDATAIRE	
Résultat comptable (a)	76 118	(13 374)	473	978	8 373	79 668	
Reprise résultats sous contrôle tiers financeurs (b)	+ 97 695 + - -	+ - - -	+ - - -	+ - - -	+ - - -	+ 97 695 + - -	
Résultat économique (c = a + b)	173 813	(13 374)	473	978	8 373	177 363	
Dépenses non opposables aux tiers financeurs (d)	+ 75 590 + - -	+ 23 579 + - -	+ 11 986 + - -	+ 15 876 + - -	+ - - -	+ 24 149 + - -	
Produits non opposables aux tiers financeurs (e)	+ - 47 891 -	+ - 10 205 -	+ - 12 459 -	+ - 16 854 -	+ - 8 373 -	+ - - -	
Résultat du compte administratif (f = c + d + e)	201 512					201 512	

